

SEYCHELLES



Pour l'Égalité Femme - Homme



TABLEAU DE LA SITUATION DE L'ÉGALITÉ FEMME/HOMME

Les Seychelles, ou la République des Seychelles, est un archipel de 115 îles, situé dans l'océan Indien et rattaché au continent africain. Toutes ces îles sont regroupées en un État dont l'île principale est Mahé.

Les îles qui forment le cœur de l'archipel (Mahé, Praslin, La Digue) reposent sur le plateau des Seychelles, un microcontinent, en effet ni corallien ni volcanique, le soubassement est de type granitique. On peut en voir de magnifiques affleurements à la fameuse plage Anse Source d'Argent dans l'île de la Digue. D'autres îles (Aldabra, la plus grande des îles de l'archipel) sont de type corallien. Les Seychelles sont composées de 115 îles et îlots.

Le tourisme est la principale ressource des Seychelles. La pêche thonière industrielle est

développée, Port-Victoria est le premier port de transbordement de thon de l'océan Indien. Une conserverie existe sur place. Plusieurs programmes immobiliers apportent des devises au pays, le plus important et le plus surprenant est certainement Eden Island (île artificielle construite sur des comblements).

Les Seychelles ont une forte croissance démographique (plus de 3 %), tirée de l'immigration, d'une forte natalité et du dynamisme de l'économie. En 2016, sa population est estimée à 93400 hbts dont 47100 femmes et 46300 hommes.

Le pays a adhéré à de nombreux instruments internationaux instaurant l'égalité femmes-hommes, parmi lesquels :

INSTRUMENTS INTERNATIONAUX	CEDEF/CEDAW (adoptée le 18 décembre 1979 et entrée en vigueur le 3 septembre 1981)	Date d'adhésion : 05 Mai 1992
		Date de ratification : 05 mai 1992
	PROTOCOLE A LA CEDEF (adopté le 6 octobre 1991 et entré en vigueur le 22 décembre 2002)	Date de signature : 22 juillet 2002
		Date de ratification : 1 mars 2011
	PIDESC (adopté le 16 décembre 1966 et entré en vigueur le 3 janvier 1976)	Date d'adhésion : 05 Mai 1992
		Date de ratification : 05 mai 1992
	CDE (adoptée le 20 novembre 1989 et entrée en vigueur le 2 septembre 1990)	Date d'adhésion : 07 septembre 1990
		Date de ratification : 07 sept 1990
	RESOLUTION 1325 ET SUIVANTES	Adhésion
	STATUT DE ROME (adopté à Rome le 17 juillet 1998 et entré en vigueur le 1er juillet 2002)	Date de signature : 28 décembre 2000
Date de ratification : 10 août 2010		



	DECLARATION DE BEIJING ET PROGRAMME D'ACTION DE LA QUATRIEME CONFERENCE MONDIALE SUR LES FEMMES	Adhésion
	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES NATIONS UNIES (ECOSOC) , Commission de la Condition de la Femme. RESOLUTION : « Mettre fin à la mutilation génitale féminine».	Adhésion
INSTRUMENTS REGIONAUX	PROTOCOLE DE MAPUTO (adopté à Maputo le 1er Juillet 2003 et entré en vigueur le 25 Novembre 2005)	Date de signature : 24 Janvier 2006 Date de ratification : 09 Mars 2006
	CONVENTION EUROPEENNE SUR L'EXERCICE DES DROITS DES ENFANTS (adopté le 1er Juillet 1990 et entré en vigueur le 29 Novembre 1999)	Date de signature : 13 février 1992 Date de ratification : 27 février 1992

ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES TEXTES SUR L'EGALITE FEMME HOMME :
MECANISMES INSTITUTIONNELS, AVANCEES ET OBSTACLES DANS
DIFFERENTS DOMAINES

Pour la mise en œuvre des textes visant l'égalité femmes-hommes, le pays s'est doté de plusieurs mécanismes institutionnels, parmi lesquels :

Mécanismes institutionnels

La Constitution promeut la non-discrimination et garantit l'égalité des droits et la protection aussi bien pour les hommes que pour les femmes. Le pays a également signé et ratifié les principales conventions sur la discrimination fondée sur le genre. Les efforts du gouvernement au fil des ans, en vue de l'autonomisation des femmes, ont abouti à de remarquables résultats. Par exemple, l'égalité entre les

hommes et les femmes dans l'éducation primaire a été atteinte. Les femmes sont plus nombreuses que les garçons dans les établissements d'enseignement secondaire et tertiaire, bien qu'elles continuent à être sous-représentées dans les disciplines scientifiques. Les Seychelles font également partie des pays de la SADC ayant atteint les objectifs de représentation des femmes à tous les échelons décisionnels, les pourcentages de femmes au parlement et à des postes de direction et de cadre intermédiaire étant respectivement de 35% et 45%.

La politique Nationale Genre de 2016, officiellement lancée le 25 novembre 2016 pour marquer le début de 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre en 2016 (du 25 novembre au 10 décembre).

Le Plan d'action national pour l'égalité des sexes 2019, élaboré mais pas encore lancé.

AVANCEES ET OBSTACLES DANS DIFFERENTS DOMAINES

Malgré l'existence du cadre juridique, de mécanismes institutionnels mis en place pour rendre effective l'instauration de l'égalité femmes-hommes aux Seychelles et des avancées notoires, il existe encore, dans divers domaines, de nombreux obstacles qui freinent l'atteinte de cet objectif.

➤ Santé et social

- **LES AVANCÉES**

La gratuité des soins et les programmes de prévention, de traitement, de soins et de soutien pour les maladies liées au VIH/SIDA constituent une préoccupation nationale.

Adaptée à l'âge des élèves du primaire au secondaire, le ministère de l'éducation a inclus l'éducation de la santé sexuelle et reproductive dans les programmes d'études des différents cycles. Ce programme est appuyé par l'animation d'émission sur la santé de la reproduction dans les médias. Les organisations de la société civile s'investissent dans la distribution de contraceptifs et de préservatifs aux professionnels du sexe afin de mieux prévenir le VIH et les autres maladies sexuellement transmissibles.

- **LES OBSTACLES**

Sur le plan social, les femmes sont encore désavantagées dans la vie quotidienne. La violence domestique connaît une hausse plus importante. Entre 2006 et 2009, le tribunal de la famille a enregistré une augmentation de 55 % des cas de violence. La tendance du sexisme tend à se propager dans le milieu public.

➤ Education et Culture

• LES AVANCÉES

L'enseignement du créole ou du *seselwa* a révolutionné l'éducation aux Seychelles. Ainsi, la promotion du créole dans le système éducatif a conduit les enseignants à s'intéresser à la tradition populaire véhiculée dans cette langue, notamment au moyen des contes, des légendes, des chansons, etc. et a suscité la production d'un grand nombre d'ouvrages didactiques en créole. Par exemple, la publication de poèmes et d'essais littéraires en créole a été encouragée. Par le fait même, c'est le français qui a bénéficié de l'augmentation du taux de lecture chez les jeunes Seychellois.

L'égalité en termes d'accès à l'éducation est atteinte. La politique publique d'« éducation gratuite et obligatoire pour tous » a permis aux filles et aux garçons de 3 à 16 ans d'avoir accès à l'enseignement primaire et secondaire, et près de 100 % des enfants de cette tranche d'âge sont scolarisés. Dans les établissements d'enseignement supérieur et de formation universitaires et non universitaires, les filles continuent d'être bien représentées. Désormais, le nombre de filles inscrites dans des établissements d'enseignement supérieur non universitaires et de formation est plus élevé que le nombre de garçons.

• LES OBSTACLES

Les Seychelles ne possèdent pas de culture traditionnelle indigène, mais certains aspects de la culture africaine ont survécu. Le gouvernement, en créant l'École nationale de musique et de danse, espère favoriser l'essor d'une identité culturelle et des traditions créoles.

➤ Parité

• LES AVANCÉES

Les Seychelles ont reçu un **prix** pour « les réussites dans la **parité entre les sexes**» lors du 25^{ème} Sommet de l'**Union africaine** tenu à Johannesburg en Afrique du Sud.

Les Seychelles ont été classées première nation d'Afrique pour la sous-catégorie sur l'égalité des sexes dans l'indice Ibrahim 2014 de la gouvernance africaine, qui a évalué 52 pays africains sur huit indicateurs différents, notamment l'égalité des sexes, l'équilibre hommes-femmes dans l'éducation, la participation des femmes dans la population active, les femmes présentes au parlement etc.

D'après un article publié dans le quotidien Seychelles Nation, le chef de l'État seychellois, qui menait la délégation de la nation insulaire au sommet, a qualifié cette reconnaissance « d'opportunité de faire le bilan de ce que nous avons réalisé, aller de l'avant pour faire encore mieux et pour faire progresser

l'Afrique. »

Les postes de direction dans les écoles sont également occupés en majorité par des femmes.

En 2016, les femmes représentaient 88 % des directeurs d'école primaire et 80 % des chefs d'établissement de l'enseignement secondaire. Dans le secteur public, ces chiffres étaient respectivement de 98 % et de 64 %. Soixante-douze pour cent des directeurs d'établissement sont titulaires d'un master en gestion de l'éducation.

En 2018, pour une deuxième fois, les Seychelles ont remporté le prix de la Fiche des meilleurs scores de l'Union Africaine basé sur le Genre. Les Seychelles ont accompli des progrès dans l'intégration de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la lutte contre la corruption. Les postes suivants sont actuellement occupés par des femmes : Présidente de la Cour suprême, juge à la Cour d'appel, Ambassadrice des femmes et des enfants, et Gouverneure de la Banque centrale. En 2017, cinq ministres sur 12 sont des femmes, soit 42 %. Pour la première fois dans l'histoire du pays, le « Ministre désigné » est une femme (numéro 3 dans la hiérarchie protocolaire après le vice-président qu'elle représente en cas d'absence). L'administration scolaire et des districts est celle qui comprend la plus forte proportion de femmes (74 %). La première femme Présidente de la Cour suprême a été nommée en août 2015.

- **LES OBSTACLES**

Malgré les énormes changements intervenus au XXI^e siècle, la discrimination envers les femmes demeure une réalité, et leur nonaccès à l'éducation en est l'illustration la plus flagrante. Il a été envisagé de modifier le Code civil pour permettre aux conjoints des ressortissants des Seychelles et à leurs enfants d'obtenir la nationalité seychelloise. Cependant, si les lois sont claires sur la non-discrimination, la réalité en est autrement. Car il existe toujours des disparités salariales entre les sexes pour le même type de travail. Certaines offres d'emploi demandent spécifiquement des hommes (agents de sécurité,) ou des femmes (aides familiales résidentes, aides familiales, employées de maison). Ces types de discrimination sont pratiqués ouvertement et sans contrôle, soit par les journaux, soit par les autorités compétentes. Et cela ne semble pas déranger vu qu'il n'y a pas de dénonciation formelle en ce sens.

➤ **Participation politique des femmes**

- **LES AVANCÉES**

Après plusieurs mois de suspense, la Commission électorale des Seychelles a validé la candidature des 6 candidats à la course présidentielle aux Seychelles. Cette décision a officiellement ouvert la campagne électorale dans l'archipel de 115 îles de l'Océan Indien.

Un certain nombre de ministères (ministère de la Famille) et d'organisations de la société civile (Alliance of Solidarity for the Family – ASFF; Women in Action and Solidarity Organisation – WASO; Gender and Media Plus – Gemplus; et MPower) sont chargés de soutenir la promotion des femmes et des filles en termes de développement socioéconomique, dans les domaines du judiciaire, de l'agriculture et des services bancaires, et d'accès à des postes administratifs de haut niveau.

L'administration scolaire et des districts est celle qui comprend la plus forte proportion de femmes (74 %). La première femme Présidente de la Cour suprême a été nommée en août 2015.

Entre 2011 et 2016, le pays était classé à la quatrième place mondiale en termes de représentation des femmes au Parlement. Ce résultat a été obtenu sans système de quotas. Actuellement, la proportion de femmes à l'Assemblée nationale des Seychelles est descendue à 21 % suite aux dernières élections législatives qui se sont tenues en septembre 2016.

- **LES OBSTACLES**

La faiblesse de la participation des femmes dans les instances politiques est due à la fois au statut de « suiveur » et de « second plan » dévolu aux femmes par la société et aux rôles multiples qu'elles doivent assurer. En effet, l'engagement dans la sphère politique requiert des aptitudes particulières qui demandent à la femme, d'une part, de continuer à répondre aux obligations sociales et culturelles et, d'autre part, d'assumer correctement des responsabilités et engagements dans le monde politique.

➤ **Violences basées sur le genre**

- **LES AVANCÉES**

La Commission de l'océan Indien (COI) a engagé, depuis 2007, des actions portant sur la thématique genre. Cette thématique, transversale à l'ensemble des domaines d'intervention de la COI, a été formalisée en 2009 lors du 25^{ème} Conseil des ministres, plus haute instance décisionnelle de la COI, par l'adoption d'une politique et d'une stratégie régionales sur le genre.

Cette stratégie est mise en œuvre à travers quatre axes :

- Lutter contre les violences faites aux femmes et aux jeunes filles
- Accroître la participation des femmes dans la prise de décision et satisfaire l'objectif de parité
- Renforcer le poids économique des femmes
- Et enfin assurer le rôle des femmes dans le développement durable et la sécurité alimentaire.

La mobilisation contre les violences basées sur le genre constitue le premier axe de la stratégie régionale sur le genre de la COI. Ceci démontre la priorisation qui a été faite de cet enjeu culturel, sociétal, et économique. C'est ainsi qu'une plateforme régionale de lutte contre la violence faite aux femmes et aux enfants a été lancée en 2011.

Des plateformes nationales ont également été créées dans chacun des pays membres de la COI.

Cette activité de mobilisation régionale s'inscrit activement dans l'appel lancé par le Secrétaire général des Nations unies en 2011 et réitéré lors de la journée internationale de la Femme de 2013: « Il est temps de passer à l'action pour mettre fin aux violences faites à l'égard des femmes ». L'action de la société civile dans le cadre de la lutte contre les VBG n'est pas négligeable. En partenariat avec le gouvernement des Seychelles, deux organisations de la société civile (CEPS, WASO) ont travaillé ensemble pour organiser des sessions conjointes ayant comme cibles les jeunes (étudiants de l'enseignement secondaire et supérieur, et le grand public). La CEPS a mis en place un abri temporaire et une ligne d'assistance téléphonique pour les femmes et les filles victimes de VBG. Tandis que le WASO a mis en place une ligne d'assistance téléphonique pour les victimes de violence liée au sexe.

En 2018, l'Union Européenne en partenariat avec la plateforme de participation des citoyens des Seychelles et le ministère de la femme, ont mis en place « un centre de refuge pour femmes victimes de violence ». Ce centre a pour objectif d'héberger les victimes de violence sexiste, et les droguées afin de les soutenir dans leur intégration sociale. En effet, la mise en place de ce type de centre participe favorablement à la lutte contre les violences physiques faites aux femmes dans la mesure où il pourrait permettre aux victimes d'avoir l'audace de dénoncer ce qu'elles subissaient auparavant en silence. Autrement dit, les lignes téléphoniques gratuites et les centres de refuge pour les femmes témoignent de la volonté de l'État et de la société civile à vouloir se lancer dans une politique de décourager « les bourreaux des femmes ». Toujours est-il qu'il faudrait que ce genre d'actions soit accompagnées de mesures législatives drastiques pour mieux intimider les responsables et octroyer davantage de l'assurance aux femmes.

- **LES OBSTACLES**

Le Tribunal de la Famille, une instance judiciaire se spécialisant dans la résolution des litiges familiaux aux Seychelles, a enregistré, entre 2006 et 2009 une augmentation de 55 % dans le nombre de femmes portant plainte pour violences perpétrées par d'autres membres de leurs familles.

Une étude montre que dans 92 % des cas, ce sont les femmes et les filles qui sont victimes des violences domestiques aux Seychelles. Selon les dernières statistiques de 2016 au moins 58% des femmes aux Seychelles subissent une forme de violence de la part d'un partenaire intime au cours de leur vie.

➤ Accès à la justice

- LES AVANCÉES

La délégation de l'UA s'est rendue sur l'archipel de 115 îles, pour assister à un symposium de deux jours organisé par la Commission des médias des Seychelles (SMC). Ce congrès a réuni les représentants des médias, des experts juridiques, la commission des droits de l'homme, des représentants du gouvernement et des organisations de la société civile pour commencer à travailler sur l'élaboration de la loi qui sera adoptée aux Seychelles concernant le droit des femmes.

- LES OBSTACLES

Aux Seychelles, la justice est corrompue, inefficace et les hommes politiques s'ingèrent dans l'administration de la justice. Ceci a par exemple pour résultat une durée disproportionnée de la détention préventive. Les conditions de détention sont rudimentaires. La protection du droit au travail n'est qu'insuffisamment garantie. Les Seychelles restreignent les libertés de réunion, de la presse et d'expression. La violence domestique contre les femmes et enfants constitue un problème. Par ailleurs, les Seychelles sont un pays d'origine et de destination de la traite d'êtres humains et du travail forcé.

➤ Accès aux ressources

- LES AVANCÉES

Le secteur agricole a également été actif grâce au projet Competitive Local Innovations for Small-Scale Agriculture (CLISSA) qui a lancé une série de projets de jardins potagers afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des familles et, partant, de l'ensemble de la population des Seychelles. Pour la plupart, ces projets ont été portés par des femmes et des filles.

- LES OBSTACLES

De nombreuses études, notamment de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, ont montré que les femmes ont plus de difficultés que les hommes à accéder



au crédit, à la terre, aux semences de qualité, aux outils et aux technologies. Ces inégalités sont autant d'obstacles à la sécurité alimentaire et au développement durable de notre région.

OBSERVATIONS GENERALES

Avec un bon indice de développement, les Seychelles affichent un grand intérêt pour l'égalité des sexes dans l'éducation. L'État ne se limite pas seulement à l'amélioration de la scolarisation en termes d'égalité, on remarque une forte présence des femmes dans le système éducatif en général de même qu'une très bonne représentation des filles dans l'enseignement supérieur. La mise en place de petits projets rentablement économiques pour les femmes pourrait constituer un pas en avant vers l'autonomisation des femmes. L'installation des centres de refuge pour femmes ayant subies des violences et de l'unité spéciale de la Police « Family Squad » demeure significative dans le cadre de cette lutte. Cependant il n'en demeure pas moins que les violences domestiques persistent.

La bonne gérance du gouvernement, la libération du secteur privé et le renforcement du secteur financier ont été les politiques menées pour contribuer au développement général du pays.

Les Seychelles sont un bon élève en termes de gouvernance. Les indicateurs mondiaux de gouvernance de la Banque mondiale montrent que dans la plupart des domaines (stabilité politique, efficacité du gouvernement, respect de l'État de droit et maîtrise de la corruption), les Seychelles se situent au-dessus du 50^e rang.

Le défi consiste à l'heure actuelle à préserver la stabilité macroéconomique et à inscrire les réformes économiques et structurelles dans la durée.

RECOMMANDATIONS

Le DSP (Document Stratégie Pays) arrive à point nommé, dans la mesure où il coïncide avec une période critique du développement économique du pays. En effet, en un laps de temps relativement court, les Seychelles se sont imposées comme un réformateur crédible et ont commencé à recueillir les fruits de leurs efforts sous la forme de meilleures perspectives et d'une amélioration des relations avec les principaux partenaires au développement.

La formulation de la Stratégie tombe également à point nommé pour le Groupe de la Banque, car la forte augmentation générale du capital de ce dernier lui permettra de financer davantage d'interventions dans les PRI.

L'accent mis par le DSP sur l'appui au développement de l'infrastructure, à la mise en place d'un



Réseau francophone
pour l'égalité
Femme-Homme



environnement réglementaire et financier favorable, et au développement des capacités humaines correspond toujours aux priorités majeures du gouvernement. L'appui fourni par le Groupe de la Banque dans ces domaines améliorera les perspectives de poursuite de la croissance économique et de développement du secteur privé des Seychelles à mesure que le pays poursuivra la mise en œuvre de réformes essentielles.

NB : Le RF-EFH accompagne le pays à parvenir à un « trilinguisme équilibré » entre les trois langues nationales (créole, anglais, français) et, pour y parvenir, de fournir un effort particulier en faveur de la langue française, dont l'usage est moins répandu que celui des deux autres.

Documents consultés

La situation humanitaire aux Seychelles :
<http://www.aidehumanitaire.org/humanitaire-aux-seychelles/> Banque africaine
de développement, Seychelles Document de stratégie pays 2011-2015

Rapport de Pays sur les pratiques des droits de l'homme 2016- Seychelles,
3 Mars 2017 ? www.refworld.org

6^e Rapport périodique présenté par les Seychelles en application de l'article 18
de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à
l'égard des femmes. 14 Juin 2018, docstore.ohcr.or, consulté le 22 Août 2019

Rapport Beijing +25 Seychelles, Mai 2019